

LES ELECTIONS FRANÇAISES DE 2007 VUES D'ALLEMAGNE

par Jérôme Germain,
chercheur au Centre d'études et de recherches constitutionnelles et
politiques de l'Université de Toulouse et à la chaire de droit
comparé de la Faculté de droit de l'Université
de Bielefeld (Allemagne), enseignant
aux universités de Bielefeld,
Bochum et Dusseldorf

Il n'est pas sûr que l'Allemand qui a suivi avec assiduité les dernières élections françaises dans les médias de son pays passe ses prochaines vacances en France. Nous nous proposons ici de montrer comment les Allemands et notamment leurs médias ont rendu compte des élections présidentielles et législatives françaises de 2007, et à cette occasion quelle image de la France et de nos institutions politiques ils ont relayée.

Notre recherche n'est ni sociologique, ni exhaustive, ni statistique. Elle se limite à une approche juridique et politique des idées et des discussions qui ont entouré en Allemagne la présidentielle et les législatives françaises de 2007. Elle essaye de dégager les lignes de force et les tendances générales véhiculées par les médias et l'opinion publique allemands et relatives aux élections de cette année. Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes concentrés sur les principaux médias et notamment la presse écrite la plus rigoureuse. Ainsi nous sommes-nous principalement appuyés sur *Die Frankfurter allgemeine*

Zeitung (conservateur), *Der Spiegel* (libéral), *Die Zeit* (centre-gauche) et *Die Süddeutsche Zeitung* (gauche). Nous avons aussi eu recours à des émissions de radio (notamment sur « Deutschland Radio Kultur ») et de télévision (principalement sur « ARD »).

Pour réaliser ce travail, nous avons procédé à une double objectivation. Nous avons d'une part tenté de replacer notre propre point de vue dans l'éventail des points de vue possibles. Nous avons d'autre part axé notre compréhension du point de vue allemand sur la France comme étant une comparaison implicite des Allemands avec l'Allemagne. C'est pourquoi nous avons replacé les appréciations et les jugements des Allemands dans leur contexte. Pour les interpréter convenablement, il fallait les comprendre comme des confirmations ou des infirmations des questions et des solutions qui occupent et préoccupent les Allemands. Par ailleurs, nos voisins d'Outre-Rhin ont eu les moyens de suivre avec précision les élections françaises et ils s'y sont autant intéressés qu'aux élections américaines et plus qu'aux élections d'aucun autre pays. Cependant, la densité des informations à assimiler a créé un décalage entre des articles très précis et les approximations retenues par le plus grand nombre des lecteurs. Malgré tout, ces élections ont été l'occasion de mieux connaître la France. Il en émerge une vision sans idéalisme. Les programmes et le personnel politiques français ne semblent pas en phase avec le paysage politique allemand. La France ne semble un modèle à suivre ni sur le plan socio-économique, ni sur le plan institutionnel. Les Allemands ont l'impression d'avoir des problèmes semblables à ceux des Français ou bien qu'ils pourraient un jour se retrouver dans la même situation. Mais ils ont aussi l'impression de mieux y faire face pour l'instant.

Élection française prédominante, la présidentielle a été suivie comme telle en Allemagne, même si aucun candidat n'a réussi à acquérir une stature de référence pour les Allemands (I). Le débat allemand sur la France lors de la campagne présidentielle a permis de préciser la vision de l'Allemagne sur la société et les institutions politiques de la France (II).

Les élections françaises vues d'Allemagne

I - la perception peu enthousiaste des candidats à la présidentielle

Aucun des prétendants à l'Élysée ne s'est imposé auprès des Allemands. Les finalistes de la présidentielle (A), à l'instar des autres candidats (B), ont suscité plus de réserves que d'enthousiasme.

A - Les doutes sur les finalistes de la présidentielle

Mis à part les sympathisants de la CSU (l'aile bavaroise de la CDU, présidée par Edmund Stoiber) et l'aile libérale-conservatrice de la CDU (le parti démocrate-chrétien de la chancelière Merkel) qui voyait dans Nicolas Sarkozy « le Stoiber français » (2) et quelques sociaux-démocrates critiques tant à l'égard de la Grande coalition actuellement au pouvoir que des néo-communistes du parti « die Linke » (la gauche) qui ont cru pouvoir se reconnaître dans Ségolène Royal (1), les principaux candidats à la présidentielle français sont apparus décalés par rapport à l'électorat allemand.

1 - Les promesses inactuelles de la candidate socialiste

La candidate socialiste a plus séduit sur la forme que sur le fond. Les commentateurs ont souligné la coexistence d'éléments économiquement libéraux et d'éléments sociaux-étatistes difficilement compatibles dans son programme. Les Allemands la trouvaient soit trop blairiste, soit trop archaïque. Beaucoup ont déploré le retard de son parti, considéré comme trop idéologique, à se moderniser à l'unisson des autres partis sociaux-démocrates européens. Seule sur la forme, les critiques furent laudatrices, sûrement par comparaison avec son adversaire de l'UMP. Les voix qui l'ont défendue ont souvent mis en avant sa méthode perçue comme plus consensuelle, plus ouverte aux compromis et jugée plus graduelle que chez son adversaire conservateur. Les concepts de démocraties participatives et de jurys de citoyens experts ont ainsi été appréciés positivement par la presse de droite comme de gauche, malgré le manque de précision de leur contenu. D'autres se sont réjouis de l'effet d'entraînement qu'aurait eu pour l'Europe et l'amitié franco-allemande un couple de dirigeantes...

2 - Les promesses incertaines du futur président

Les jugements sur le candidat Sarkozy ont été plus contrastés. Certains commentaires minoritaires ont craint qu'il ne soit porteur d'une politique étroitement chauviniste, privilégiant la France au détriment de la sortie de la crise de l'Union européenne. Ses positions durant la campagne sur la Banque centrale européenne, sur les retraites ou sur l'identité nationale ont été interprétées à cette aune. Sur un autre registre, de nombreux Allemands se sont montrés plutôt réservés sur le programme de l'actuel président. Si beaucoup, de droite comme de gauche, ont jugé son diagnostic sur le décrochage de la France lucide et sa thérapie de rupture libérale globalement juste, sa capacité à les mettre en oeuvre a été appréciée avec plus de sévérité¹. D'une part, son supposé bonapartisme peu soucieux de dialogue et de compromis est peu compatible avec les canons démocratiques allemands. D'autre part, il lui a été reproché de se priver des moyens de réussir ses réformes à cause de multiples promesses dispendieuses et clientélistes, contradictoires avec la fibre libérale-moderniste de son discours et économiquement peu efficaces.

B - Les interrogations sur les autres candidats

Ni les démocrates-chrétiens, majoritaires en Allemagne, ni les sociaux-démocrates, plus modérés en Allemagne, ne se sont massivement reconnus dans François Bayrou (2). Par ailleurs, les Allemands éprouvent une méfiance compréhensible à l'égard des extrêmes (1).

1 - Le poids inquiétant du vote protestataire

Si les Allemands considèrent la bipolarisation et le scrutin majoritaire comme insuffisamment démocratiques, l'importance du vote protestataire d'extrême droite et d'extrême gauche a été interprétée, malgré son déclin par rapport à 2002, comme le symptôme d'un profond malaise, souvent méconnu avant les élections. Une extrême-droite au-dessus de 5 % (!) les effraye dans un

¹ *Die Zeit* du 26 avril 2007.

Les élections françaises vues d'Allemagne

pays comme la France... La présence de trois candidats trotskistes et d'une candidate communiste leur semble être l'étonnant exotisme ou le luxueux privilège d'un pays qui n'a jamais connu de dictatures « populaires » à ses frontières... Ces candidats n'ont d'ailleurs trouvé grâce qu'aux yeux des sympathisants du parti « die Linke ». Il s'inspire des altermondialistes français, mais, contrairement à eux, vient de réussir son unité et devrait faire sous peu son entrée dans la plupart des Parlements des *Länder* de l'ouest. Il est déjà bien implanté à l'est. « Die Linke » commence d'ailleurs à critiquer le manque d'organisation de ses homologues français et pourrait lui ravir le rôle de figure de proue de l'alter mondialisme européen.

2 - les ambivalences centriste et populiste du candidat démocrate-chrétien

L'émergence de Francois Bayrou a été accueillie par une vague de sympathie. Il semblait posséder les qualités de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy, sans en avoir les défauts. Les journaux les plus rigoureux ont cependant contribué à modérer l'enthousiasme initial². Plusieurs commentateurs ont montré que si son programme mettait avec raison en avant la discipline budgétaire, le renforcement du Parlement et la modernisation du système éducatif, son discours, en revanche, s'appuyait sur les ressorts habituels du populisme anti-système, qui oppose les petits aux gros, le bon sens, la bonne volonté et l'union nationale aux schémas réputés dépassés et aux intérêts qualifiés de politiciens des partis traditionnels.

II - La perception du système politique et social

Les Allemands aiment toujours la chanson et la cuisine françaises. Mais ni l'organisation sociale (*A*), ni le système politique français (*B*) ne sont des exemples. Ils seraient plutôt des contre-exemples qui incitent à suivre une autre voie. Cette appréciation atténuée la tendance à l'autocritique, parfois excessive, de nos voisins d'Outre-Rhin. Elle renforce aussi l'attractivité du modèle anglo-saxon.

² *Die Zeit* du 26 avril 2007.

A - Le contre-exemple d'une société mal en point

Malgré la reconnaissance de points forts prometteurs (1), la société française leur semble avoir pris du retard dans son adaptation à la mondialisation (2), ce qui serait source d'un malaise grandissant.

1 - La reconnaissance de points forts

Outre l'admiration profondément enracinée en Allemagne pour la culture et les paysages français, l'existence de secteurs économiques de pointe n'a pas non plus été passée sous silence. Il a été rappelé que l'hexagone demeure la première destination touristique mondiale, devant l'Espagne et les USA, ce que peu d'Allemands savent. Total, L'Oréal, LVMH, AXA, Carrefour et BNP-Paribas font partie des entreprises communément connues et reconnues en Allemagne. Le TGV et notre système de santé sont souvent présentés comme supérieurs à leurs homologues d'Outre-Rhin.

2 - Le refus de s'adapter à la mondialisation

Cependant, la France a tendanciellement été présentée par la presse allemande comme l'homme malade de l'Europe du XXI^{ème} siècle. Son décrochage économique et son déclin de pays vivant sur son passé glorieux, inadapté aux exigences nouvelles de la mondialisation, ne font plus débat³. Son manque d'autocritique et ses illusions sur son poids véritable ont été présentés comme des faits objectifs. Qu'elle recherche des boucs-émissaires comme l'Europe, plutôt que se réformer lui a été unanimement reproché⁴. Pour étayer ces affirmations ont été cités à l'appui l'immobilisme chiraquien, le déficit commercial, la dette abyssale, la centralisation encore excessive et surtout le chômage endémique et l'inquiétant échec de l'intégration⁵. De même que chez nous, le déclin de la France est

³ *Die Zeit* du 3 mai 2007.

⁴ *Die Süddeutsche Zeitung* du 7 mai 2007.

⁵ *Der Spiegel* du 23 avril 2007.

Les élections françaises vues d'Allemagne

devenu un genre littéraire à part entière en Allemagne. Il donne parfois lieu à des publications outrancières et plagiaires comme *Ist Frankreich noch zu retten ?*⁶. Même si l'on oublie ce type d'ouvrage, le tableau est saisissant et dessine probablement en négatif dans l'inconscient de nombreux lecteurs ce que l'Allemagne a évité grâce aux réformes douloureuses du chancelier Schröder et de l'actuel gouvernement de « Grande Coalition ». Notons enfin que l'image de la France en tant que patrie des droits de l'homme est à restaurer. La situation des droits de l'homme a en effet été jugée par tous moins bonne qu'en Allemagne.

B - Un présidentielisme peu exemplaire

La concentration d'autant de pouvoirs entre les mains d'une seule personne, aussi peu responsable, sans les contrepoids du régime présidentiel américain, et, de surcroît, en décalage avec la lettre de la constitution, est incroyable dans la patrie des droits de l'homme pour la plupart des Allemands (1). Ils se sont aussi souvent inquiétés des effets dévalorisateurs pour le Parlement de l'élection directe du président français quelques semaines avant les législatives (2).

1 - La répulsion pour l'élection directe du président

À l'exception de prises de positions qui relèvent plus de la posture que de la proposition sérieuse (b), les Allemands considèrent l'élection directe du président comme plus monarchique que démocratique (a).

a - L'élection directe du président à l'origine de tous les maux français ?

Une thèse stimulante, mais pêchant par ses excès, a connu un succès médiatique relatif, en raison de sa résonance avec ce que les Allemands éprouvent pour le pouvoir personnalisé. Benjamin Korn, dramaturge allemand vivant à Paris, a tenté de démontrer que tous

⁶ *Peut-on encore sauver la France ?* aux éditions Propyläen, 2007. Voir aussi *Die Zeit* du 10 mai 2007.

les problèmes de la France étaient dus à l'élection directe du président de la République. Il a ainsi expliqué que la légitimité démocratique supérieure que lui confère son élection renforce le centralisme français, l'opacité étatique et l'autisme du chef de l'État. L'absence de contre-pouvoirs, surtout au sein de sa majorité parlementaire, est contre-productive pour régler les problèmes et trouver des solutions. Il est non seulement puéril de penser qu'un seul puisse tout améliorer. Le manque de débat et de compromis débouche sur l'absence de réformes efficaces⁷.

b - Le débat autour de la proposition du président fédéral Köhler

Malgré ce réquisitoire, le président allemand Horst Köhler, de la CDU, a proposé, le 24 juin 2007, la ré-introduction de l'élection directe du chef de l'État⁸. Ce n'est pas la première fois que le président Köhler tente de renforcer son rôle politique, bien qu'il soit douteux que le suffrage universel l'eût désigné. Les partis d'opposition au Bundestag (c'est à dire les libéraux, les verts et « die Linke ») ont salué cette idée. L'ancien président de la SPD (les sociaux-démocrates), aujourd'hui président de « die Linke », Oscar Lafontaine, a qualifié une telle initiative de progrès vers la démocratie directe. En revanche, la majorité CDU-SPD a fermement rejeté de toute modification de la loi fondamentale allant dans ce sens. D'une part, il a été relevé que pour être élu, le futur président devrait faire des promesses qu'il ne serait pas en mesure d'honorer car dépassant ses prérogatives constitutionnelles. D'autre part, il a été avancé que l'élection directe du président fédéral lui donnerait une influence renforcée qui conduirait à un décalage entre le texte et la pratique. Ces critiques ont non seulement montré la détermination des principaux partis à éviter de retomber dans les erreurs de Weimar. Elles prouvent aussi une bonne compréhension des institutions de la France.

⁷ *Die Zeit* du 4 avril 2007.

⁸ Lors de l'émission politique phare de la télévision allemande sur ARD.

Les élections françaises vues d'Allemagne

2 - L'aggravation de l'abaissement du Parlement par la primauté temporelle de la présidentielle

Les Allemands aiment les majorités stables et la représentation proportionnelle, aussi contradictoires que cela puisse paraître de prime abord. La sagesse des électeurs, le sens du compromis des partis et la rationalisation de la censure ont rendu inutile l'instauration d'un scrutin majoritaire. Les élections législatives françaises de 2007 ne pouvaient donc que les laisser insatisfaits. Ils ont bien vu que la tenue des législatives dans la foulée de la présidentielle, couplée à un désintérêt de l'électorat, était de nature à maintenir les députés dans une situation de légitimité politique moindre par rapport au président. Il n'est donc pas passé inaperçu qu'une telle majorité ne serait pas seulement stable mais surtout inféodée au président⁹. Cet angle d'attaque de la présidentielle au suffrage universel direct comme étant un facteur d'affaiblissement du Parlement a été souvent développé. L'introduction de la proportionnelle aux législatives a par ailleurs semblé être un important élément de démocratisation de nos institutions. Plusieurs commentateurs l'ont placé en tête des réformes constitutionnelles dont la France avait grand besoin.

⁹ *Die Frankfurter allgemeine Zeitung* du 12 juin 2007.